

DON'T BUY INTO OCCUPATION

– a call to trade unions –

Le retentissant [rapport « Don't Buy into the Occupation » \(DBIO\)](#) souligne l'ampleur considérable des investissements réalisés par les institutions financières européennes, y compris les fonds de pension, dans des entreprises activement impliquées dans les colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée. Ces entreprises contribuent à une grave violation du droit international et à des atteintes aux droits humains des Palestiniens. Pourtant, rares sont les investisseurs qui assument leur part de responsabilité et qui procèdent à des vérifications approfondies de leurs investissements. Cela comprend également les fonds de pension, lesquels sont tenus de garantir des investissements dans l'intérêt des bénéficiaires et d'éviter toute implication ou complicité dans les violations du droit international.

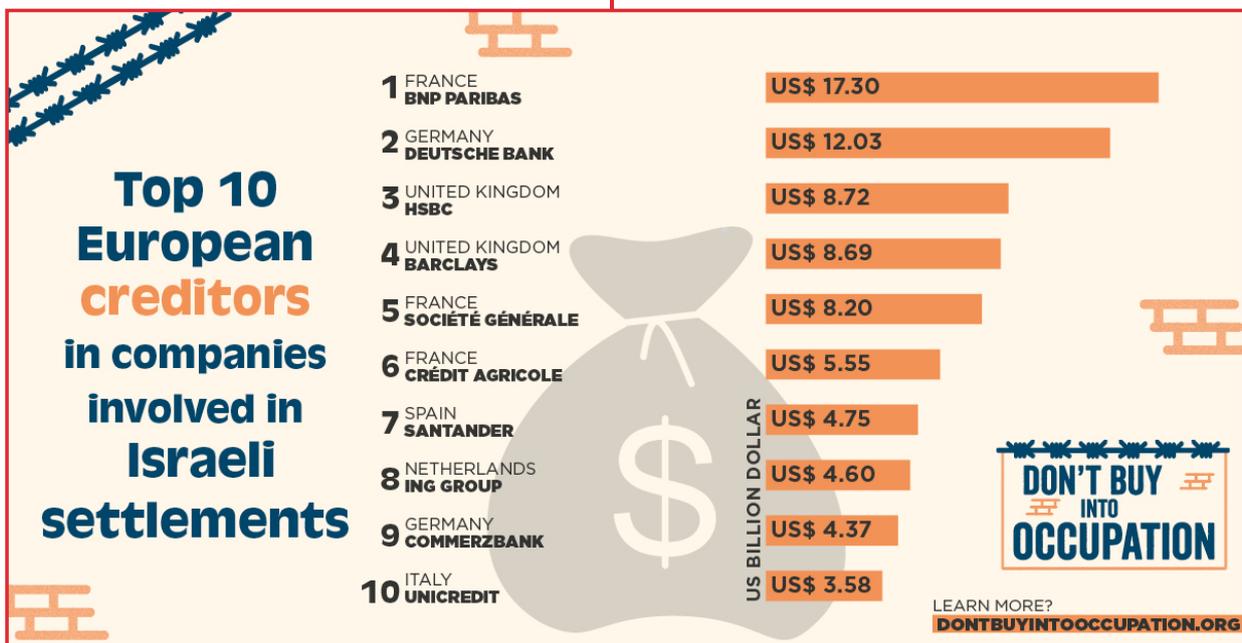
672 institutions financières européennes ont des liens avec 50 entreprises activement impliquées dans les colonies israéliennes illégales. Ces institutions financières ont fourni 114 milliards de dollars sous forme de prêts et de souscriptions, et ont conservé des investissements à hauteur de 141 milliards de dollars, en actions et obligations de ces entreprises.

The European Trade Union Network for Justice in Palestine (ETUN) soutient pleinement les conclusions et les recommandations formulées dans le rapport « Don't Buy Into Occupation ».



NOS RECOMMANDATIONS POUR LES SYNDICATS

- ▶ **Soutenir la campagne DBIO**, soutenir ses actions et ses campagnes et encourager les autres syndicats à faire de même ;
- ▶ **Sensibiliser** les membres et collaborateurs travaillant dans des entreprises et des institutions financières impliquées dans ou avec la colonisation illégale (par exemple, par le biais d'une lettre/newsletter, page web) ;
- ▶ **Soutenir les travailleurs** des entreprises et des institutions financières impliquées dans ou avec les colonies illégales pour qu'ils demandent à leurs employeurs de mettre fin à leur complicité (en recourant au dialogue social, par ex. soulever des questions au travers des comités d'entreprise et comités d'entreprise européens) ;
- ▶ **Soutenir l'élaboration de règles** et de législations nationales sur le devoir de vigilance en matière de droits de l'homme (Human Rights Due Diligence, HRDD) lorsqu'il n'en existe pas. Soutenir l'adoption d'une législation européenne sur les droits humains et le traité contraignant des Nations unies sur les entreprises en matière de droits de l'homme ;
- ▶ **Soutenir et encourager** les membres à appuyer les campagnes visant à ce que les institutions financières mettent fin à leurs relations avec les entreprises impliquées dans les ou avec les colonies illégales ;
- ▶ **Encourager les membres** à faire campagne pour que leurs fonds de pension (le cas échéant) entament un processus de désinvestissement des entreprises figurant sur la liste de l'ONU des entreprises impliquées dans ou avec les colonies. Puis, engager un autre processus pour limiter dans le temps les relations avec les entreprises qui ne figurent pas sur la liste de l'ONU, mais reconnues comme complices.
- ▶ **Appeler les organismes publics** à se doter de procédures rigoureuses de filtrage et de vigilance afin de lutter contre l'attribution de contrats à des entreprises impliquées dans des violations du droit international, et contre les investissements ou les achats auprès de ces dernières ;
- ▶ **Élaborer des politiques et des procédures** de contrôle solides pour empêcher les achats ou les approvisionnements auprès d'entreprises impliquées dans les implantations illégales ou les investissements dans celles-ci. Lorsqu'un investissement ou un contrat complice a été identifié, exercer une influence limitée dans le temps sur l'entreprise commerciale, et mettre fin à la relation financière si elle ne respecte pas ;
- ▶ **Appeler les gouvernements** à mettre en œuvre des réglementations pour interdire le commerce avec les colonies illégales ;
- ▶ **Demander aux gouvernements** de soutenir et de réclamer une liste des Nations Unies mise à jour et plus exhaustive des entreprises impliquées dans ou avec les colonies.



ÉTUDES DE CAS – CAMPAGNES DE DÉSINVESTISSEMENT

Plusieurs syndicats, ainsi que des membres d'ETUN, sont actifs depuis des années pour mettre fin à la complicité des entreprises avec l'occupation. Deux exemples sont présentés ci-dessous.

1 FAGFORBUNDET – SYNDICAT NORVÉGIEN DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX ET GÉNÉRAUX

Fagforbundet estime que la solidarité avec la Palestine passe par un travail systématique de réduction des liens financiers norvégiens avec les colonies israéliennes illégales et l'occupation. En 2010, en coopération avec Norwegian People's Aid (NPA), le syndicat a lancé le projet : Danger Liaisons - Norwegian ties to the Israeli occupation. Deux rapports ont été publiés sur les investissements des institutions financières norvégiennes et du fonds de pension gouvernemental norvégien dans 13 entreprises actives dans les territoires palestiniens occupés. Ces rapports, et tous ceux qui suivent, se fondent sur les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et sur les lignes directrices de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

En 2018, Fagforbundet a lancé un [outil de campagne en ligne](#) permettant aux membres de vérifier si leur banque figure parmi les 110 banques norvégiennes qui proposent des fonds avec des investissements auprès de 11 entreprises hautement complices des colonies de peuplement illégales dans les TPO.

En 2019, un nouveau rapport est publié : [Investor Obligations in Occupied Territories: A Report on the Norwegian Government Pension Fund - Global](#). Ce fonds (également appelé fonds pétrolier) est le plus grand fonds souverain du monde et considéré comme un leader en matière d'investissements éthiques et responsables. Sa valeur marchande est de 1 000 milliards de dollars et il détient une part de 1,4 % des sociétés cotées dans le monde.

Aujourd'hui, le fonds investit dans 45 entreprises engagées dans des activités illégales dans les TPO, pour une valeur d'environ 11,52 milliards de dollars. En 2020, une autre campagne en ligne a été lancée contre le Fonds pétrolier (également en [anglais](#)). Cette campagne encourage les gens à envoyer un e-mail pré-rempli au ministre norvégien des finances, au fonds pétrolier norvégien, au conseil d'éthique du fonds et à la commission permanente des finances et des affaires économiques du Parlement norvégien.

En outre, le syndicat a des réunions et des échanges réguliers avec les banques, le Ministère des Finances, le Conseil d'Éthique, la NBIM - Norges Bank Investment Management, la Commission Permanente des Finances et des Affaires Économiques et la Commission Permanente des Affaires Étrangères et de la Défense.

La campagne « Don't Buy Into Occupation » a donné l'occasion à Fagforbundet d'impliquer davantage de syndicats norvégiens. LO Norvège, Handel og Kontor et Fellesforbundet ont ainsi tous soutenu la campagne.

Plus tôt dans la campagne, le Fonds pétrolier s'est retiré de quatre entreprises : Elbit (2009), Africa Israel and Danya Cebus (2010), Shikun & Binui (2012) and Mivne, Saphir, Elco Ltd, Ash-trom Group Ltd and Electra Ltd (2021). KLP, la plus grande société de retraite de Norvège, a exclu 19 entreprises cette année, comme Heidelberg Cement et Cemex auparavant. Le syndicat a érigé Storebrand comme un exemple de « meilleure pratique » ces dernières années. Ces derniers ont exclu : Alstom, HeidelbergCement, CEMEX, Hewlett-Packard (HP), Motorola Solutions, Inc., G4S, Bank Hapoalim, Bank Mizrahi-Tefahot et Bank Leumi.



2 UNISON – THE PUBLIC SERVICE UNION (UK)

Une étude menée par la Campagne de Solidarité avec la Palestine (PSC) en avril 2021 a révélé que le régime de retraite des collectivités locales du Royaume-Uni (LGPS) a investi plus de 4,4 milliards de livres sterling dans des entreprises impliquées dans l'occupation et la violation des droits humains des Palestiniens. Le LGPS est le plus grand régime de retraite du secteur public au Royaume-Uni, avec plus de cinq millions de membres issus du gouvernement local, de l'éducation, du personnel de police, du secteur bénévole, des agences pour l'environnement et des entrepreneurs privés. La recherche a également révélé que plus de 85 % des fonds analysés ont des investissements dans des entreprises figurant dans la base de données des Nations unies sur les entreprises commerciales impliquées dans ou avec les colonies.

UNISON, le syndicat des services publics, demande depuis longtemps à ce que les fonds de pension, y compris le LGPS, se désengagent des entreprises complices, mais a intensifié sa campagne à la suite d'une importante victoire juridique, remportée par la CFP, qui a contraint le gouvernement à annuler les règlements censés restreindre ce travail en 2020.

« 'Palestine: Is your pension invested in the occupation?' » est un guide pratique destiné à aider les militants syndicaux à faire pression sur leur fonds de pension pour que les entreprises dans lesquelles ils investissent cessent toute implication dans les colonies illégales et la violation des droits de l'homme palestiniens. S'il vise le LGPS, une grande partie du contenu est également pertinent pour les autres fonds de pension qui utilisent des investissements.

Bien que la campagne soit relativement récente, elle a conduit les antennes d'UNISON à travers le Royaume-Uni à presser leurs fonds de pension pour qu'ils entament un processus de désinvestissement des entreprises figurant sur la liste de l'ONU des entreprises commerciales impliquées dans ou avec les colonies. Il s'agit d'une première étape importante. La campagne demande également aux fonds de pension d'entamer un processus d'engagement limité dans le temps avec d'autres entreprises impliquées dans les colonies et dans la violation des droits de l'homme des Palestiniens, afin d'exiger qu'elles cessent ces opérations sous peine de désinvestissement.

La PSC a également lancé le site Web [LGPS Divest](#) en appui à la campagne. Le site comprend une fonction de recherche permettant aux militants de voir qui a des investissements dans des entreprises associées à l'occupation.

Les bénéficiaires de régimes de retraite devraient avoir droit à une pension décente et abordable, investie dans des entreprises qui ne portent pas atteinte aux droits de l'homme et aux droits des travailleurs, ni à l'environnement. Mais les nouveaux plans du gouvernement visant à exiger que les décisions d'achat, d'approvisionnement et d'investissement des organismes publics reflètent la politique étrangère du Royaume-Uni, menacent de compromettre davantage ce droit. UNISON s'opposera à ces propositions et défendra le droit d'exiger que les fonds de pension et les organismes publics « n'achètent pas l'occupation ».



Pour en savoir plus sur la campagne,
consultez le site web :
<https://dontbuyintooccupation.org/>

Pour en savoir plus sur ETUN Palestine,
consultez notre site web :
<https://www.etun-palestine.org/>